

## Aller-retour entre théorie et action : la *Boussole de la justice épistémique*, un outil au service de la coconstruction des savoirs

Mathilde Manon\* et Parole d'excluEs

**RÉSUMÉ** | Ce court rapport rend compte de la démarche de coconstruction d'un cadre d'analyse et d'un outil réflexif – la *Boussole de la justice épistémique* – développé avec l'organisme Parole d'excluEs. Il revient en particulier sur la manière dont la théorie a permis de nommer des pratiques du milieu communautaire, et, inversement, sur la façon dont ces pratiques ont donné un caractère concret à des théories complexes. L'outil, conçu pour guider la réflexion collective, a été coconstruit à partir d'un dialogue entre approches théoriques critiques (épistémologies féministes, décoloniales, pragmatistes) et pratiques de terrain. Il permet d'interroger les rapports de pouvoir dans la production des savoirs et de soutenir des ajustements concrets des postures et des pratiques.

**MOTS CLÉS** | *Coconstruction des savoirs, justice épistémique, outil réflexif, pratiques communautaires*

### MESSAGES CLÉS

- | Le dialogue entre pratiques et concepts renforce la compréhension et la mise en pratique de la justice épistémique, en créant un cadre hybride où expériences et théories se soutiennent mutuellement.
- | L'appropriation des connaissances par les acteurs et actrices de terrain est favorisée par la cocréation d'outils réflexifs qui arriment la théorie aux pratiques.
- | La *Boussole de la justice épistémique* renforce la réflexivité et soutient des dynamiques de reconnaissance, de légitimation et de redistribution des savoirs au sein des démarches participatives.

## 1 | Introduction

La coconstruction des savoirs s'inscrit dans un mouvement plus large de développement de nouvelles méthodologies de recherche (recherche-action, recherche partenariale, recherche collaborative, recherche participative, etc.) basées sur la collaboration entre les personnes chercheuses et la société civile dans la production des connaissances (Fals-Borda, 1988; Anadon, 2007; Hall et al., 2015). Elle repose sur la complémentarité des savoirs (scientifiques, expérientiels et expertises des acteurs locaux)

\* Correspondance : [manon.mathilde@courrier.uqam.ca](mailto:manon.mathilde@courrier.uqam.ca) | Les affiliations des autrices et auteurs se trouvent à la fin de l'article

pour comprendre les phénomènes sociaux et agir efficacement sur les problèmes complexes (Harrison et Boucher, 2012; Andion et al., 2017; Bandola-Gill et al., 2023). Dans ce court rapport, nous nous penchons plus spécifiquement sur des processus qui s'inscrivent dans ce que Carrel (2020) qualifie d'épistémologie « post-pauvreté », qui reposent sur la reconnaissance des savoirs des personnes en situation de pauvreté et visent la production de connaissances qui participent réellement à leur émancipation. Reposant sur l'agentivité épistémique des personnes marginalisées, ces processus contestent les inégalités de crédibilité et de légitimité accordées à leurs savoirs (Ledwith, 2016; Petiau, 2021; Naudin et Gatelier, 2022) et reposent sur un idéal de justice épistémique qui postule l'égalité des savoirs et des rapports au monde qui leur sont associés (Visvanathan, 2016; Carrel et al., 2017; Godrie et Dos Santos, 2017). Ils s'appuient sur une diversité d'expériences vécues pour concevoir et mener des actions collectives visant à répondre à des enjeux sociaux profonds (Ferrand, 2001; Fontan et Heck, 2017). Toutefois, des inégalités et des rapports de pouvoirs peuvent perdurer dans ces processus (Bucolo, 2023), et c'est ce qu'a révélé l'étude de la mise en pratique de la justice épistémique au sein de Parole d'excluEs, un organisme nord-montréalais ayant pour mission de donner la parole aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale (Manon et Autin, 2024). Afin de remédier aux limites et défis rencontrés dans son approche, nous avons mis en place un processus de cocréation d'un outil d'aide à la réflexion, impliquant une diversité d'intervenants et intervenantes, des citoyennes de Montréal-Nord et des chercheurs et chercheuses proches de l'organisme. Ce court rapport illustre cet aller-retour entre théorie et action à travers le cas de Parole d'excluEs. La réflexion conceptuelle sur la justice épistémique a nourri la coconstruction d'un cadre d'analyse, tandis que les pratiques de terrain ont inspiré la création d'un outil concret : la *Boussole de la justice épistémique*. Ensemble, ces dispositifs traduisent une mise en pratique située de la justice épistémique et renforcent la capacité des acteurs et actrices à ajuster leurs postures et leurs actions.

## 2 | Contexte de l'étude

Depuis près de 20 ans, Parole d'excluEs, situé à Montréal-Nord (Québec), encourage la parole et la mobilisation citoyenne afin de développer des solutions collectives visant à améliorer le cadre et les conditions de vie des personnes vivant l'exclusion sociale et la pauvreté. L'action de l'organisme repose d'une part sur un arrimage entre la mobilisation citoyenne et la production d'innovation sociale, grâce à une équipe spécialisée dans la gestion de projets collectifs citoyens, et, d'autre part, sur la recherche-action, menée par une équipe de trois chercheurs et chercheuses en milieu communautaire soutenus par le milieu universitaire. Pour ce faire, l'organisme s'est doté d'un incubateur universitaire (l'Incubateur universitaire de Parole d'excluEs, IUPE), affilié au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES, UQÀM), qui permet de faire un lien entre le milieu d'action et le milieu universitaire. En 2013, le volet recherche de l'organisme est internalisé et une équipe de chercheurs et chercheuses en milieu communautaire est constituée. L'IUPE reste actif et se dote d'une codirection composé d'une personne du milieu communautaire et d'une personne du milieu universitaire. Les projets que Parole d'excluEs coconstruit avec les actrices et acteurs se déploient sur une variété d'enjeux : verdissement du quartier, implantation d'un CPE, lutte contre l'insécurité alimentaire, etc. La mission est déployée dans une double perspective de justice sociale et de justice épistémique, qui se traduit par la mise en valeur du savoir vécu et des savoir-faire des premières personnes concernées, considérés comme leviers

fondamentaux pour comprendre les dynamiques d'exclusion et coconstruire des solutions collectives (Fontan et Heck, 2017). Ainsi, *Parole d'excluEs* cherche à favoriser la prise en main des processus de transformation sociale par les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale vivant à Montréal-Nord.

### 3 | Coconstruire un cadre d'analyse

Le premier volet de coconstruction s'est fait au hasard d'une convergence entre deux projets de recherche. D'une part, au printemps 2021, l'équipe de recherche interne<sup>ii</sup> de Parole d'excluEs réalisait un travail de systématisation de ses pratiques de mobilisation citoyenne et de recherche-action qui révélait le besoin de trouver un point d'arrimage entre ces deux volets de travail de l'organisme. D'autre part, j'étais en train de réaliser une collecte de données sur le terrain, dans le cadre de ma thèse de doctorat portant sur la valorisation des savoirs migrants dans les processus de coconstruction des savoirs mis en place par Parole d'excluEs (Manon, 2025). Le cadre théorique de ma thèse, inspiré des épistémologies décoloniales, en particulier l'approche des écologies des savoirs (Visvanathan, 2016; Escobar, 2018), m'a conduite à discuter de la notion de justice épistémique avec l'équipe sur le terrain. Cette notion était par ailleurs déjà utilisée dans certaines discussions et écrits portant sur Parole d'excluEs, afin de qualifier la manière dont l'organisme valorise les savoirs expérientiels invisibles des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion. Dans ce contexte, la notion de justice épistémique est à la fois un idéal normatif visant à remettre en question les inégalités de crédibilité et de légitimité imposées aux savoirs expérientiels de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et une pratique quotidienne de « résistance épistémique » imbriquée à la lutte contre les inégalités sociales. Elle se traduit concrètement par le fait de prendre comme point de départ la parole et les savoirs des personnes concernées pour produire des connaissances et des actions de transformation sociale (Fontan et Heck, 2017; Hall et al., 2020). La justice épistémique ne se limite pas à une juxtaposition des savoirs expérientiels, experts ou scientifiques, il s'agit également de remettre en question les rapports de pouvoir inhérents aux inégalités épistémiques et d'agir sur celles-ci au quotidien, par l'émancipation des populations marginalisées (Carrel et al., 2017). Cette notion permettait donc d'explicitier la posture de l'organisme à l'égard de la parole citoyenne dans le milieu universitaire. Toutefois, bien qu'elle soit présente en filigrane dans la mission de l'organisme, elle n'était pas pleinement comprise par l'ensemble de l'équipe. Cette absence de formalisation conceptuelle et opérationnelle de l'approche de justice épistémique se traduisait par des divergences dans la manière de mobiliser les participants et participantes et d'interpréter la mission de l'organisme. Ce décalage a motivé la mise en œuvre d'un projet de recherche pour analyser de manière approfondie la mise en pratique de la justice épistémique par Parole d'excluEs et les défis rencontrés par les acteurs et actrices sur le terrain (Manon et Autin, 2024).

Dans un premier temps, nous souhaitons produire une définition de la justice épistémique qui permettrait d'explicitier ce qu'elle représente pour Parole d'excluEs. Après l'identification de ce besoin par l'organisme et l'idéation du projet de recherche, nous avons formé un comité de pilotage constitué de membres de l'équipe et de personnes chercheuses alliées, membres du CRISES. Nous nous sommes appuyés sur les travaux des penseurs et penseuses décoloniaux et féministes sur les injustices épistémiques (Fals-Borda, 1988; Haraway, 1988; Harding, 1991; Fricker, 2007; Mignolo, 2013;

Visvanathan, 2016; Escobar, 1995 et 2020). Ces approches mettent en évidence le caractère situé des savoirs et l'imbrication entre la production des connaissances et les rapports de pouvoir liés au genre et aux statuts sociaux et raciaux. Elles contestent les hiérarchies qui marginalisent certaines formes de connaissance et des expériences des groupes dominés. Nous avons réalisé une brève revue de la littérature qui nous a permis de repérer et de mettre en relation les principaux fondements conceptuels de la notion de justice épistémique. Ces éléments ont ensuite été présentés à l'équipe de l'organisme afin de valider la pertinence de la notion, d'une part, et d'amorcer la coconstruction d'un cadre d'analyse pertinent pour l'analyse de leurs pratiques de mobilisation citoyenne et de recherche-action participative, d'autre part.

La définition de Shiv Visvanathan (2016), qui aborde la justice épistémique en soulignant la reconnaissance de la pluralité des modes de connaissance, a servi de point d'ancrage pour orienter et affiner la réflexion collective. Visvanathan (2016) s'appuie sur le concept d'« écologie des savoirs », qui met en avant l'interdépendance et la complémentarité des savoirs. Sa définition s'inscrit dans les approches post-développementalistes qui valorisent les savoirs locaux, enracinés dans une culture et un territoire, comme porteurs de solutions pour contrer les effets d'un développement imposé par le haut, et ancré dans la culture occidentale dominante (Semali & Kincheloe, 1999; Agrawal, 2004; Nugroho et al., 2018). Cette définition s'accorde particulièrement avec la démarche de l'organisme, qui vise à reconnaître les savoirs expérientiels des personnes concernées et à valoriser leurs savoir-faire et leurs pratiques de survie quotidienne, considérés comme des ressources essentielles pour élaborer des solutions collectives à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Toutefois, au fur et à mesure du processus de recherche, l'analyse des documents fondateurs de l'organisme et des études réalisées par son équipe de recherche, ainsi que d'entrevues individuelles réalisées dans le cadre du projet de systématisation des pratiques, a fait émerger le besoin d'enrichir ce cadre d'analyse afin de mieux s'accorder avec les réalités concrètes du travail de terrain. L'action de Parole d'excluEs s'inscrit dans une volonté de développer (ou de renforcer) le pouvoir d'agir individuel et collectif, donc de reconnaître les capacités des personnes concernées à produire des solutions aux enjeux de leur territoire, mais aussi de permettre leur prise de pouvoir sur les décisions qui les concernent en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Fontan et Heck, 2017; Le Bossé et al., 2017; Heck, 2024). Ainsi, nous avons coconstruit un cadre d'analyse en cinq axes<sup>iii</sup> reposant sur les théories décoloniales relatives à la place des savoirs locaux dans la production de modèles de société alternatifs, mieux ancrés dans un idéal de justice social, environnemental et épistémique (Mignolo, 2001; Escobar, 2014; Pozzebon et al., 2021), ainsi que sur les analyses de la coconstruction de l'action collective, de tradition pragmatiste, déjà largement mobilisées au sein de Parole d'excluEs (Fontan et al., 2013; Fontan et Heck, 2017).

Le croisement entre la revue de la littérature sur la justice épistémique et les pratiques de coconstruction des savoirs observés sur le terrain a permis de créer un cadre d'analyse hybride découlant d'une combinaison originale entre des propositions théoriques produites dans les Suds et celles du Nord.

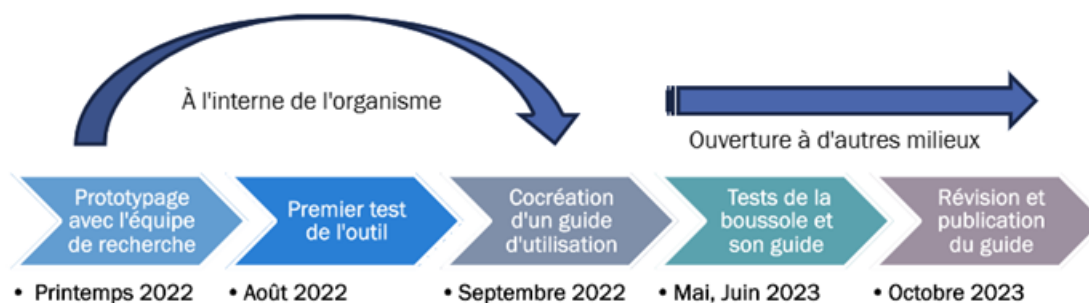
L'analyse produite a été l'objet d'un premier processus de validation avec les personnes intervenantes et chercheuses de l'organisme. Au cours de cette séance, nous avons pu souligner les éléments qui caractérisent la manière dont la justice épistémique est mise en pratique par Parole d'excluEs, mais aussi

certaines défis et angles morts de ses actions. Cet aller-retour entre action et théorie a permis de rendre tangible la notion complexe de justice épistémique. Inversement, les cadres théoriques mobilisés ont offert un langage pour nommer et expliciter ces pratiques, par exemple en identifiant les espaces au sein desquels persistent certaines hiérarchies entre les savoirs dans les processus de coconstruction. Ce dialogue a ainsi donné naissance à un cadre hybride qui articule concepts et expériences, et il a fait émerger la nécessité de produire un outil permettant d'aller plus loin dans l'appropriation de la notion de justice épistémique par l'équipe.

#### 4 | Cocréer un outil réflexif : la *Boussole*<sup>iv</sup>

À partir du besoin de dépasser les angles morts dans la mise en pratique de la justice épistémique identifiés par l'équipe de Parole d'excluEs, notamment la persistance de la hiérarchie entre les savoirs au sein des groupes citoyens et la difficulté de mobilisation concrète des savoir-faire des personnes concernées, nous avons réorienté notre projet de recherche vers la cocréation d'un outil réflexif avec les intervenants et intervenantes de Parole d'excluEs et les chercheurs et chercheuses de l'IUPE. Cet outil visait également à favoriser une appropriation continue de la notion de justice épistémique par un soutien à la réflexion collective sur sa mise en pratique. Ce processus est présenté ci-dessous (Figure 1).

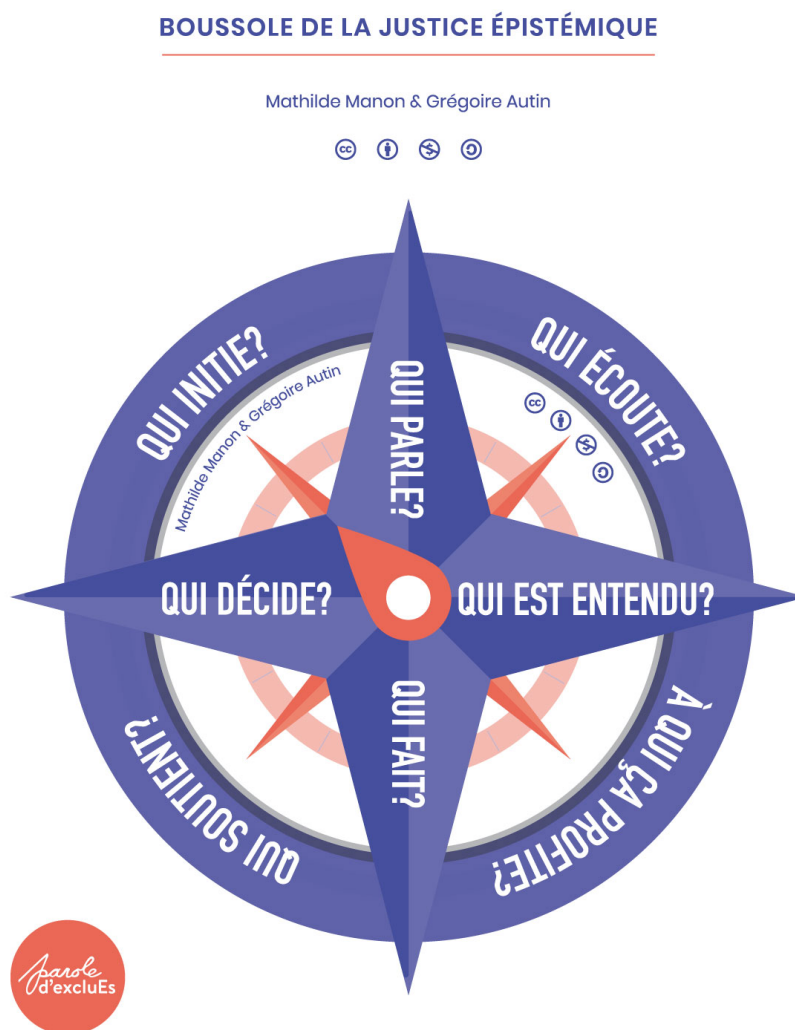
**Figure 1 |** Processus de cocréation de la *Boussole de la justice épistémique*



L'outil prend la forme d'une boussole, dont les points cardinaux et intercardinaux désignent des questions à se poser pour interroger la place des différents savoirs au sein des actions mises en œuvre par l'organisme. L'objectif de la *Boussole de la justice épistémique* n'est pas d'évaluer l'action mais d'orienter la réflexion autour de la mise en œuvre de cette action. En offrant des questions pour guider la réflexion, elle permet d'ajuster les pratiques de valorisation des savoirs des premières personnes concernées et d'identifier les espaces au sein des projets dans lesquelles une invisibilisation ou une hiérarchisation des savoirs persistent. Elle permet d'explorer des pistes pour augmenter la diversité des savoirs et des acteurs et actrices au sein de collectifs souhaitant renforcer la participation de personnes et de groupes habituellement inaudibles ou invisibilisés dans les actions et les décisions qui les concernent. Dans ce processus, une de nos sources d'inspiration est le travail réalisé par Godrie et al. (2020) ayant abouti à un guide d'autoévaluation des recherches participatives sous l'angle de la justice épistémique (Équipe Épistème, 2020). Alors que ce guide s'applique aux projets de recherche engageant la participation d'une diversité de personnes et de savoirs, l'outil que nous avons développé avec Parole d'excluEs est complémentaire et vise davantage à orienter les processus qui visent la

production des savoirs pour l'action collective, bien qu'il puisse également s'appliquer à des projets collectifs en innovation sociale, par exemple.

**Figure 2 |** La Boussole de la justice épistémique



Une version beta de l'outil a été présentée à l'équipe de Parole d'excluEs et aux personnes chercheuses impliquées dans l'IUPE. Dans un premier atelier, deux projets de l'organisme ont été analysés : un projet de Magasin général<sup>v</sup>, visant à offrir des denrées alimentaires à bas prix ainsi que des services d'entraide de voisinage; et un projet d'Espace Santé Citoyen<sup>vi</sup>, un espace de formation et de sensibilisation en santé. Après ce premier test de l'outil, l'équipe a manifesté le besoin d'être mieux guidée pour une utilisation autonome de l'outil. Nous avons donc cocréé un guide d'utilisation de la *Boussole*. Une première version a fait l'objet d'échanges avec l'équipe d'intervenantes et intervenants en mobilisation citoyenne de Parole d'excluEs. La *Boussole* et son guide ont ensuite été soumis à un test dans trois autres contextes organisationnels, afin de nous assurer qu'elle puisse être mobilisée par d'autres acteurs

et actrices du milieu communautaire qui souhaiteraient réfléchir à leur pratique de mobilisation et valorisation des savoirs de groupes marginalisés. Ces tests ont impliqués : les personnes intervenantes d'un regroupement d'organisme en itinérance; des citoyennes impliquées dans un projet d'entraide de voisinage; un groupe d'entrepreneurs sociaux dans le cadre d'une formation sur la coconstruction des savoirs. Ces séances de test ont renforcé notre conviction de l'intérêt de rendre accessible la *Boussole* à un plus grand nombre d'acteurs et actrices possibles dans des milieux variés. Elles ont montré la pertinence de cet exercice de réflexion sur la justice épistémique dans une variété de contextes, tant dans le milieu communautaire que dans des milieux plus institutionnels. Néanmoins, il est clair que la notion de justice épistémique reste complexe pour des personnes évoluant hors du champ académique : même les participants et participantes ayant un niveau de diplomation universitaire ont exprimé le besoin de mieux comprendre le concept avant la séance de travail. C'est pourquoi nous avons ajouté au guide d'utilisation une section vulgarisant cette notion, à partir de l'exemple de Parole d'excluEs. Grâce à un des partenaires impliqués dans le processus de cocréation, nous avons également pu réaliser une courte vidéo introductive<sup>vii</sup> permettant de se familiariser avec la notion de justice épistémique.

Au cours de ces séances, nous avons réalisé la multiplicité des apports possibles de la *Boussole*. À titre d'exemple, nous avons pu voir, en analysant le projet de l'Espace Santé Citoyen mis en œuvre par Parole d'excluEs, comment la participation citoyenne était perçue de manière très différente au sein de l'équipe. Les personnes employées depuis plus longtemps avaient une meilleure compréhension des origines du projet, issues d'une importante mobilisation citoyenne autour des enjeux d'inégalités d'accès à la santé; alors que les personnes plus récemment arrivées déploraient le manque de participation citoyenne et percevaient un désintérêt des personnes concernées par le projet. Cet exercice a permis de revenir sur les premières étapes du projet et de démontrer la forte implication des citoyens et citoyennes dans sa phase d'idéation. Malheureusement, à la suite de la pandémie, mais aussi du fait de déceptions des membres de la communauté impliqués de longue date face aux résultats obtenus dans le projet d'Espace Santé Citoyen<sup>viii</sup>, l'implication citoyenne s'était délitée. La réflexion autour de la justice épistémique a permis aux nouveaux membres de l'équipe de mieux s'approprier le projet, mais elle a aussi conduit l'équipe à réfléchir collectivement à une manière de réengager les personnes habitant le quartier dans les activités autour de la santé de proximité.

Lors d'une autre séance, avec l'organisation à la tête d'un réseau d'organismes en itinérance, la réflexion a porté sur l'implication des personnes en situation d'itinérance dans l'organisation d'un évènement de sensibilisation du grand public. Pour une partie de l'équipe, l'implication des personnes itinérantes étaient une condition essentielle à la réussite de l'évènement, alors que pour d'autres personnes, cela n'allait pas de soi, notamment parce qu'elles craignaient de créer une situation stigmatisante pour les personnes en situation d'itinérance. La discussion a mené à une réflexion autour du choix des espaces d'implication pertinents pour les personnes en situation d'itinérance, et sur la manière de déterminer ces espaces dans une approche « par » et « pour », c'est-à-dire une démarche où les espaces d'implication sont définis avec la participation active des personnes en situation d'itinérance (par elles) et orientés vers leurs besoins et aspirations (pour elles).

## 5 | Conclusion

Au fil de ce texte, j'ai montré comment la complémentarité entre expertises de terrain et savoirs scientifiques s'est concrétisée d'une part par la coconstruction d'un cadre d'analyse de la justice épistémique et d'autre part par la cocréation d'un outil de réflexion : la *Boussole de la justice épistémique*. Ensemble, ces deux démarches opérationnalisent une mise en pratique de la justice épistémique ancrée, au sein de laquelle les modalités de mobilisation et de production des savoirs performant la lutte contre les inégalités sociales et les injustices épistémiques. Cet outil s'inscrit dans une approche performative du transfert et de la mobilisation des connaissances, au sens de Gibson-Graham (2008). Ce sont les modalités de mobilisation et de production des savoirs elles-mêmes qui performant la transformation sociale et épistémique visée par l'action collective.

La *Boussole de la justice épistémique* constitue un apport méthodologique et politique majeur, car elle rend visible la perpétuation de la hiérarchie entre les savoirs au sein des démarches participatives et permet de dépasser les limites de la mobilisation des savoirs marginalisés, même inconsciemment, au sein des actions menées sur le terrain. En offrant une représentation visuelle et tangible de concepts et théories complexes, elle facilite la réflexivité des actrices et acteurs, qu'ils soient issus du milieu académique, communautaire ou institutionnel. En ce sens, elle soutient l'émergence d'une justice épistémique concrète, ancrée dans les réalités locales et attentive aux rapports de pouvoir qui traversent les dynamiques de production et de circulation des savoirs. Ainsi, la *Boussole* ne se limite pas à un support analytique : notre ambition est qu'elle constitue un outil de transformation permettant de produire de nouvelles dynamiques de reconnaissance, de légitimation et de redistribution des savoirs, conformément aux ambitions énoncées en ouverture.

## AFFILIATION DES AUTRICES ET AUTEURS

**Mathilde Manon, Ph.D.**

Coordonnatrice de la recherche | Parole d'excluEs

Codirectrice de l'Incubateur universitaire de Parole d'excluEs

**Paroles d'excluEs, organisme communautaire**

<https://parole-dexclues.ca/>

## RÉFÉRENCES

Anadon, M. (2007). *Recherche participative : multiples regards*. PUQ.

Andion, C., Ronconi, L., Moraes, R. L., Gonsalves, A. K. R. et Serafim, L. B. D. (2017). Civil society and social innovation in the public sphere: a pragmatic perspective. *Revista de Administração Pública*, 51(3), 369-387. doi: <http://dx.doi.org/10.1590/0034-7612143195>

- Bandola-Gill, J., Arthur, M. et Leng, R. I. (2023). What is co-production? Conceptualising and understanding co-production of knowledge and policy across different theoretical perspectives. *Evidence & Policy*, 19(2), 275-298. <https://doi.org/10.1332/174426421X16420955772641>
- Bucolo, E. (2024). Au croisement de la justice environnementale et épistémique. *Sociographe*, 86(2), 39-52. <https://doi.org/10.3917/graph1.086.0039>
- Cariès, R., Heck, I., Socquet-Juglard, F., & Simard, M. (2021). *L'îlot Pelletier à Montréal-Nord : quels enjeux prioritaires 10 ans après l'implantation d'un modèle de transformation socioterritoriale dans le secteur ?*, Les Cahiers Du CRISES ; Collection Études de Cas, ES2101, 104 p. Montréal : Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). <https://crises.uqam.ca/cahiers/lilot-pelletier-a-montreal-nord-quels-enjeux-prioritaires-10-ans-apres-implantation-dun-modele-de-transformation-socioterritoriale-dans-le-secteur/>
- Carrel, M., Loignon, C., Boyer, S. et De Laat, M. (2017). Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs entre personnes en situation de pauvreté, praticien.ne.s et universitaires : Retours sur la recherche ÉQUISANTÉ au Québec. *Sociologie et sociétés*, 49(1), 119-142. <https://doi.org/10.7202/1042808ar>
- Carrel, M. (2020). Vers une épistémologie postpauvreté ? Le croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté. Dans M. Juan, J. Laville et J. Subirats, *Du social business à l'économie solidaire : Critique de l'innovation sociale* (p. 261-282). érès. <https://hal.science/hal-04557245v1>
- Cefaï, D. (2019). Les problèmes, leurs expériences et leurs publics : Une enquête pragmatiste. *Sociologie et Sociétés*, 51(1-2), 33-91. <https://doi.org/10.7202/1074730ar>
- Équipe Épistémè (2020). *Guide d'autoévaluation des démarches participatives à la lumière des inégalités épistémiques*, Version 4 du 25 mars 2020, Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations (CREMIS), Montréal, 8 p.
- Escobar, A. (2014). Other Worlds are (Already) Possible: Self-Organization, Complexity and Post-Capitalist Cultures. Dans Savyasaachi et R. Kumar (dir.), *Social Movements*. Routledge India.
- Fals Borda, O. (1988). Briser le monopole de la connaissance : situation actuelle et perspectives de la recherche-action participative dans le monde. Dans L. Diaz et B. Godrie (dir.), *Décoloniser les sciences sociales : une anthologie bilingue de textes d'Orlando Fals Borda (1925-2008)* (p. 85-101). Éditions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/falsborda>
- Ferrand, C. (2001). De l'exclusion sociale et culturelle à la pédagogie du croisement des savoirs. *Pensée plurielle*, 3(2001/1), 35-52. <https://doi.org/10.3917/pp.003.0035>
- Fontan, J.-M., Longtin, D. et René, J.-F. (2013). La recherche participative à l'aune de la mobilisation citoyenne : une innovation sociale de rupture ou de continuité ? *Nouvelles pratiques sociales*, 25(2), 125-140. <https://doi.org/10.7202/1020825ar>

- Fontan, J.-M. et Heck, I. (2017). Parole d'excluEs : croisement des savoirs, des pouvoirs et des pratiques au sein de l'Incubateur universitaire Parole d'excluEs. *Éducation et socialisation*. doi:10.4000/edso.2540
- Gibson-Graham, J. K. (2008). Diverse economies: performative practices for 'other worlds'. *Progress in Human Geography*, 32(5), 613-632. <https://doi.org/10.1177/0309132508090821>
- Ghaffari, L., Klein, J.-L. et Fontan, J.-M. (2018). *Portrait de la population de l'arrondissement de Montréal-Nord*. Montréal : Ville de Montréal, Arrondissement de Montréal-Nord.
- Godrie, B., Boucher, M., Bissonnette, S., Chaput, P., Flores, J., Dupéré, S., Gélinau, L., Piron, F. et Bandini, A. (2020). Injustices épistémiques et recherche participative : Un agenda de recherche à la croisée de l'université et des communautés. *International Journal of Community Research and Engagement*, 13(1), 17.
- Godrie, B. et Santos, dos, M. (2017). Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance. *Sociologie et société*, 49(1). <https://doi.org/10.7202/1042804ar>
- Hall, B. L., Godrie, B. et Heck, I. (2020). Knowledge Democracy and Epistemic In/Justice: Reflections on a Conversation. *Canadian Journal of Action Research*, 21(1), 27-45. <https://doi.org/10.33524/cjar.v21i1.516>
- Hall, B. L., Tandon, R. et Tremblay, C. (Éds.). (2015). *Knowledge, Democracy and Action: Community-University Research Partnerships in Global Perspectives*. Manchester University Press.
- Harrisson, D. et Boucher, J. L. (2011). La coproduction du savoir sur l'innovation sociale. *Économie et Solidarités*, 41(1-2), 3-8. <https://doi.org/10.7202/1008818ar>
- Heck, I. (2024). From Participatory Research to the Co-construction of Actions – Reflections on how to Reinforce Action Research for Social Inclusion. *IJAR – International Journal of Action Research*, 20(1-2024), 50-68. <https://doi.org/10.3224/ijar.v20i1.05>
- Ledwith M., (2017)., Emancipatory Action Research as a Critical Living Praxis: From Dominant Narratives to Counternarratives. Dans Lonnie L. Rowell, Catherine D. Bruce, Joseph M. Shosh, Margaret M. Riel (dir.), *The Palgrave International Handbook of Action Research* (p. 49-62). Palgrave Macmillan.
- Manon, M. (2025). *Savoirs migrants et justice épistémique : étude ethnographie d'une expérience de croisement des savoirs à Montréal-Nord* [thèse de doctorat]. Département d'études urbaines, Université du Québec à Montréal. <https://archipel.uqam.ca/secure/id/eprint/19740>
- Manon, M. et Autin, G. (2023). *Boussole de la justice épistémique : Guide d'utilisation*. Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs. <https://iupe.parole-dexclues.ca/democratiser-nos-pratiques-un-outil-pour-travailler-vers-la-justice-epistemique/>

- Manon, M. et Autin, G. (2024). *La posture de justice épistémique de Parole d'excluEs : De l'analyse de sa mise en pratique à la création d'un outil réflexif*. Les Cahiers du CRISES – ES2401. Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).
- Mignolo, W. (2001). Géopolitique de la connaissance, colonialité du pouvoir et différence coloniale. *Multitudes*, 6(3), 56. <https://doi.org/10.3917/mult.006.0056>
- Naudin, S. et Gatelier, K. (2022). « À plus d'une voix », un atelier radio pour créer les conditions de la prise de parole et se défaire de la subalternité. Modalités d'une recherche transformatrice. *Participations*, 32(1), 213-244. <https://doi.org/10.3917/parti.032.0213>
- Petiau, A. (dir.). (2021). *De la prise de parole à l'émancipation : Recherches participatives en intervention sociale*. Presses de l'EHESP.
- Pozzebon, M., Tello-Rozas, S. et Heck, I. (2021). Nourishing the social innovation debate with the "social technology" South American research tradition. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 32(3), 663-677.
- Tello-Rozas, S., Manon, & Autin, G. (2025). Travailler avec une posture de justice épistémique : Quels apports pour les innovations sociales ? Dans Lapointe, P.-A. (Éd.). (2025). *Étudier les innovations sociales : Théories, pratiques et recherches* (1re éd.). Presses de l'Université du Québec. <https://doi.org/10.2307/jj.30412846>
- Visvanathan, Shiv. (2016). « La quête de justice cognitive » (Traduction de *The Search for Cognitive Justice*, 2009). Dans Florence Piron, Samuel Regulus et Marie Sophie Dibounje Madiba (dir.) *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*. Éditions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/justicecognitive1>

---

<sup>i</sup> Parole d'excluEs ne cible pas une catégorie de personnes en particulier. C'est par l'implantation de ses locaux dans les logements communautaires de la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM), qu'il mobilise les personnes vivant dans les deux secteurs plus défavorisés de Montréal-Nord. La population des deux secteurs d'intervention est marquée par une variété de facteurs de défavorisation (faibles revenus, haut taux de chômage, faible taux de diplomation, 50 % de familles monoparentales) (Cariès et al., 2021). Les deux secteurs se caractérisent par une grande proportion de personnes migrantes ou issues de l'immigration (Ghaffari et al., 2018).

<sup>ii</sup> Cette équipe est composée de trois postes permanents, auxquels s'ajoutent des stagiaires selon les besoins. À ce jour, ces postes ont été occupés par des chercheurs et chercheuses en sciences sociales (sociologie, sciences de l'environnement, géographie, anthropologie). Elle est appuyée par des chercheurs et chercheuses universitaires membres de l'IUPE, aux disciplines et champs d'études complémentaires.

<sup>iii</sup> Ces axes sont les suivants : Reconnaissance de la coexistence des savoirs, Faire dialoguer une pluralité de savoirs, Travailler avec une pluralité de pratiques, Mobiliser des processus de coconstruction, Assurer la valorisation interne et externe des savoirs. Ils sont détaillés dans Tello-Rozas et al., 2025.

<sup>iv</sup> Manon, M. et Autin, G. (2023). *Boussole de la justice épistémique : Guide d'utilisation*. Incubateur universitaire de Parole d'excluEs. <https://iupe.parole-dexclues.ca/democratiser-nos-pratiques-un-outil-pour-travailler-vers-la-justice-epistemique/>

<sup>v</sup> Ce projet a émergé suite à la pandémie de COVID-19. Face à l'isolement très profond vécu durant cette période, un groupe citoyen souhaitait mettre en place un point de services alimentaires et psychosociaux permettant de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables.

---

L'exercice mené avec la Boussole visait à réfléchir à l'inclusion d'autres voix au sein de ce projet, mené par un groupe restreint de citoyens et citoyennes.

<sup>vi</sup> L'Espace Santé Citoyen s'inscrivait dans la volonté de lutter contre les inégalités d'accès à la santé à Montréal-Nord par la mise en place d'espaces accueillants de dialogue, d'éducation populaire et de formation accessibles et respectueux pour mobiliser les citoyennes et citoyens sur les enjeux reliés à la santé.

<sup>vii</sup> <https://iupe.parole-dexclues.ca/la-justice-epistemique-un-concept-au-coeur-du-travail-de-parole-dexclues/>

<sup>viii</sup> Ce projet est issu d'une volonté de mettre en œuvre une clinique de proximité à Montréal-Nord, ce qui n'a pas pu avoir lieu en raison de barrières institutionnelles et financières. Les attentes citoyennes en termes d'accès à des services en santé (médecins, infirmières, etc.) n'étaient pas comblées par l'Espace Santé Citoyen, qui visait plutôt des activités d'éducation populaire sur la santé.

### CITATION SUGGÉRÉE

Manon, M. et Parole d'excluEs. (2026). Aller-retour entre théorie et action : la *Boussole de la justice épistémique*, un outil au service de la coconstruction des savoirs. *Revue sur le transfert et l'utilisation des connaissances*, 10(1). <https://doi.org/10.18166/tuc.2026.10.1.58>



ISSN | 2369-8896

[www.revue-tuc.ca](http://www.revue-tuc.ca)

